

La Banque qui sait : éléments pour une analyse des discours de domination et des stratégies de savoir de la Banque mondiale

Thibault LE TEXIER

letexier_t@yahoo.fr

27/06/2005

49.000 signes

sommaire

un univers de discours et de dominations	3
stratégies de domination cognitive et symbolique mises en œuvre par la Banque.....	5
<i>récupération et diffusion</i>	7
<i>centralisation</i>	9
<i>objectivation / codification / catégorisation</i>	11
<i>assujettissement</i>	12
<i>idéologie / hégémonie</i>	16
perspectives	17
indices bibliographiques	19



*quadriller,
rationaliser,
réguler,
organiser le
monde ?*

La question est simple : qui produit les savoirs et les discours dominants en matière de développement ? Sachant que ces savoirs et ces discours façonnent et déterminent les manières de voir et de faire le développement, la question n'est pas seulement simple, elle est également d'importance.

A l'origine, c'est-à-dire au sortir de la seconde guerre mondiale, au moment où le développement émerge comme question politique, sociale et économique à part entière, ce fut l'ONU qui reçut pour tâche à la fois de mener à bien une réflexion globale sur les politiques macro-économiques et de « réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire¹ ». L'institution fut dépossédée à la fin des années

70 du volet économique de ces responsabilités par les Etats dominant l'échiquier international, qui confièrent leur monopole tout wébérien de la pensée sociale claire dans ce domaine à des institutions sur lesquelles ils avaient la pleine main, à savoir la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

En raison de la définition même de ses fonctions au sein du système de Bretton Woods, le FMI possède un corps de doctrines beaucoup plus restreint et ne prétend pas proposer une mise en système générale du développement. La Banque mondiale va ainsi acquérir le quasi-monopole de la pensée institutionnelle dans le champ de l'économie du développement qui n'a jamais été brisé ; de même l'Union européenne, quoi qu'en disent les accords de Lomé, s'aligne sur les programmes de la Banque en ce qui concerne les stratégies économiques et politiques² ; les Etats-Unis, pour leur part, ont toujours privilégié la coopération par les institutions internationales ; et l'OMC enfin vise à produire des règles plutôt que des savoirs. Certes les universitaires y sont très tôt allés de leurs propres théories, mais leurs discours furent au choix ignorés ou récupérés ; les organisations non gouvernementales pour leur part n'ont commencé de développer une véritable expertise en la matière qu'à la fin des années 70, sinon au début des années 80 – et ce fut alors plus une contre-expertise qu'une véritable alternative, quand ces organisations ne contentèrent pas du second rôle de thermomètre local et empirique.

¹ Charte des Nations unies, Art. 60 et Art.3, document consultable à l'adresse <http://www.un.org/french/aboutun/charter.htm>

² En 1993 par exemple, les accords d'Abidjan conditionnent l'aide européenne en direction de l'Afrique au respect des plans d'ajustements structurels imposés par la Banque mondiale et, en 2000, les accords de Lomé V ont soumis la coopération Europe-Afrique, à la manière de la Banque, au respect de conditionnalités politiques

Nous analyserons ici la Banque mondiale en tant que banque de savoir et banque de discours, organe de connaissance et de reconnaissance, détenteur du pouvoir symbolique de production d'une vision du monde, nous intéressant moins à l'apparat rhétorique de documents et des rapports émis par la Banque¹ qu'à ses stratégies de domination cognitive et symbolique.

D'où la Banque mondiale tire-t-elle la légitimité et l'autorité qui fondent sa domination ? quelles représentations cette domination lui permet-elle d'imposer et au moyen de quels référents ? quelles sont, au travers de ces référents et de leur articulation, les représentations et les visions du monde véhiculées par la réflexion des « experts » de la Banque mondiale ? Autant de questions au travers desquelles nous verrons comment le discours de la Banque appartient tout à la fois aux domaines de la croyance, de l'idéologie et du mythe, et en quoi les dynamiques de constitution et de renforcement des processus de domination symbolique mises à l'œuvre par la Banque ne vont pas sans la constitution d'un langage, et plus encore d'une grammaire.

un univers de discours et de dominations

Le monde naturel est un univers de discours ; il n'y a pas de monde pour l'animal qui ne parle pas, c'est-à-dire qui n'a pas de conception ou de vision des choses (implicite ou explicite). S'agissant du monde social, la théorie néo-kantienne qui confère au langage et plus généralement aux représentations une efficacité proprement symbolique de construction de la réalité semble demeurer parfaitement fondée. Les groupes, et en particulier les classes sociales, sont toujours pour une part des artefacts : ils sont le produit de la logique de la représentation qui permet à un individu ou à un petit nombre d'individus de parler au nom de tout le groupe et par là d'accréditer l'idée que le groupe existe.

Les discours se forment et se diffusent au sein d'un « marché linguistique » – et le développement ne fait pas exception – dont l'existence induit de fait des monopoles et des monologues qui laissent à quelques uns le contrôle des valeurs et la maîtrise de l'inflation. En effet, pour reprendre la thèse de Pierre Bourdieu, « les discours ne reçoivent leur valeur (et leur sens) que dans la relation à un *marché*, caractérisé par une loi de formation des prix particulière.² » Ce marché est un « système de "règles" de formation des prix qui vont contribuer à orienter par avance la production linguistique.³ » Et ces prix sont fixés par rapport à un étalon, qui est en l'occurrence

¹ Ce travail ayant été fait et refait avec talent. Voir par exemple les travaux de l'IUED (Institut universitaire d'études du développement), et en particulier l'ouvrage collectif coordonné par Gibert Rist, *Les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF, Coll. Les cahiers de l'IUED, 2002

² BOURDIEU Pierre, « La formation des prix et l'anticipation des profits », in *Langage et pouvoir symbolique*, pp.99 à 131, p.100

³ BOURDIEU Pierre, Entretien avec Didier Éribon, *Libération*, 19 octobre 1982, op. cit. , p.28

la grammaire de la Banque mondiale reconnue comme langue légitime par la majeure partie de la communauté des ONG et les Etats en tant qu'ils déterminent leurs politiques par rapport aux discours de la Banque mondiale, soit dans son sens soit en opposition, mais systématiquement suivant ses grandes orientations. « Au commencement était le Verbe et le Verbe était avec Dieu...¹ »

Le discours est toujours déjà immédiatement une pratique historique ; comme tel, il est inséparable de son contexte extra-linguistique, c'est-à-dire en fait du contexte de pouvoir qui lui est indissolublement lié. Que l'on se réfère à Foucault : « le pouvoir produit du savoir [...] ; pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre ; [...] il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir.² » Il existe ainsi une corrélation forte entre vérité et pouvoir. « La vérité, continue ailleurs Foucault, n'est pas hors pouvoir ni sans pouvoir [...], chaque société a son régime de vérité, sa "politique générale" de la vérité : c'est-à-dire les types de discours qu'elle accueille et fait fonctionner comme vrais³ ». La vérité ne serait donc pas, dans cette perspective, l'adéquation d'une pensée à son objet mais bien plutôt ce qui contraint une certaine pensée ou un certain discours à se présenter d'une certaine manière.

Prenant le problème par l'autre bout, on constatera que le discours est légitimement entendu comme lieu d'émergence des concepts. Dans un groupe donné, pour parler comme Bourdieu, le discours dominant (celui du chef ou de l'institution dominante) constitue l'instance instauratrice de l'ensemble des pratiques et des formes du penser. Le langage, en ce sens, est la représentation (ou forme symbolique) des relations de pouvoir et confère à ces dernières leur légitimité.

Les « choses dites » ne surgissent pas selon les seules lois de la pensée et n'occupent pas seulement une fonction de signalisation, mais elles apparaissent selon tout un jeu de relations qui caractérisent un discours. Ce jeu est marqué par des rapports de domination qu'il nous conviendra de mettre à jour.

Entendue par Max Weber, la domination est « la chance, pour des ordres spécifiques (ou pour tous les autres), de trouver obéissance de la part d'un groupe déterminé d'individus. Il ne s'agit pas cependant de n'importe quelle chance d'exercer "puissance" et "influence" sur d'autres individus. [...] Tout véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir, par conséquent un intérêt, extérieur ou intérieur, à obéir.⁴ » Notons à ce sujet que les termes de « domination » et d'« autorité » désignent en allemand – et plus particulièrement dans la langue de Marx – une seule et même chose [*die Herrschaft*].

La domination n'est nullement une exploitation par laquelle un individu ou un groupe s'imposerait à la tête de la collectivité au moyen de la violence, et c'est là toute sa force : la domination, si elle veut être acceptée, doit se présenter comme stable et

¹ Jean, 1 :1

² FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, p.36

³ FOUCAULT Michel, « Vérité et Pouvoir », entretien avec A. FONTANA, in *L'Arc*, n° 70, 1977, pp. 16-26, p.25

⁴ WEBER Max, *Economie et société*, Ed. Plon Pocket, 1995, Paris, t.I, p.285

durable mais aussi et surtout comme nécessaire et légitime. Il existe trois types de domination légitime : de type rationnel, de type traditionnel et de type charismatique. On verra que la Banque mondiale, loin d'obéir à la dynamique propre aux sociétés modernes qui voudrait dépassées les deux derniers types de domination légitime, s'inscrit dans ces trois types sans en privilégier aucun en particulier. Notons enfin que la Banque exerce une double domination. D'une part une domination épistémologique au Nord, d'autre part un assujettissement au Sud.

Ainsi, pour qu'une domination soit durable, il faut que la violence se transforme en contrat, en échange réciproque. Selon Bourdieu, un dominant légitime est un dominant qui fait l'objet, de la part des dominés, d'une reconnaissance, au double sens de ce terme : d'une part son pouvoir est reconnu, c'est-à-dire admis, accepté et justifié, d'autre part et conjointement les dominés lui sont reconnaissants pour les bienfaits et les services que la domination est censée leur procurer. Aussi une domination n'est durable que si elle est vécue en pratique par les dominants et les dominés comme un échange nécessaire.

Dans le cas de la Banque mondiale, cette domination est d'abord symbolique et cognitive. C'est là qu'intervient le pouvoir symbolique :

Le pouvoir symbolique est un pouvoir qui est en mesure de se faire reconnaître, d'obtenir la reconnaissance ; c'est-à-dire un pouvoir (économique, politique, culturel ou autre) qui a le pouvoir de se faire méconnaître dans sa vérité de pouvoir, de violence et d'arbitraire. L'efficacité propre de ce pouvoir s'exerce non dans l'ordre de la force physique, mais dans l'ordre du sens de la connaissance.¹

Dans la plupart des sociétés humaines, le pouvoir sur les mots et celui sur les hommes vont de pair, et le champ du développement, comme toutes les sociétés de discours, ne fait bien souvent que prospérer dans le commentaire infini des mêmes textes sacrés – la Banque jouant ici le rôle du Verbe créateur.

stratégies de domination cognitive et symbolique mises en œuvre par la Banque

Le développement, depuis son apparition il y a une cinquantaine d'années, est progressivement devenu un objet de savoir, sinon une science. Les théories du développement se sont d'abord appuyées sur le discours de la modernisation, lui-même directement inspiré de Walt Whitman Rostow. Au cours des années 1960-70, Rostow reprend les principes de l'évolutionnisme social pour les appliquer au développement des économies, théorisant une croissance naturelle vers le développement suivant une succession linéaire d'étapes (tradition, transition, décollage, maturité) que les sociétés doivent franchir unes à unes pour atteindre l'ère de l'industrie, de la consommation et du bonheur de masse.

¹ BOURDIEU Pierre, Entretien avec Didier Éribon, Libération, 19 octobre 1982, <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/entrevue/ceque82.html>, document consulté le 13/02/03

Certes des théories alternatives comme celle du Père Louis-Joseph Lebret, de François Perroux ou plus tard de Ivan Illich ont remis en cause la définition du développement comme une mise en conformité progressive au modèle occidental, sinon comme une « camisole de force » néocoloniale.

Reposant sur une acception intuitive et implicite de la notion de développement, la Banque mondiale reprend dans les grandes lignes le schéma de Rostow tout en laissant à penser que le développement serait une sorte de lointain continent conceptuel encore à découvrir et qu'une part non négligeable de son action consisterait à en explorer de nouvelles franges. Peu importe que le savoir sur le développement produit par l'institution consiste essentiellement en données économiques et en études favorisant les macro-échelles et l'abstraction objectivante ; définir le développement en termes purement économiques désigne le développement comme l'objet propre de la Banque, ce face aux Nations unies dont les compétences et le champ d'intervention en la matière seront attaqués par ses membres les plus influents dès les années 60. C'est ainsi qu'elle s'est auto-proclamée, et ce depuis son origine, centre d'analyse et de réflexion en même temps qu'organe de diffusion de connaissances sur et pour le développement.

Elle comprend dès sa création un laboratoire de recherche sur l'économie des pays sous-développés et elle inaugure en 1949 un programme de formation à l'intention des pays développés et sous-développés. C'est au moyen son *Policy, Research and External Affairs Complex* (auquel la Banque alloue en 1990 les quatre cinquièmes de son budget de recherche) qu'elle renforcera par la suite son hégémonie en la matière jusqu'au monopole.

Cette stratégie n'a rien de souterraine. Elle est au contraire revendiquée, par exemple dans son *Rapport sur le développement dans le monde 1990* :

La Banque est activement engagée dans le domaine de la recherche de trois principales manières. D'abord, la Banque identifie les sujets de recherche les plus pertinents en ce qui concerne le développement et les fait connaître à la communauté des chercheurs. En ce sens, la Banque agit comme un catalyseur au sein de la vaste communauté des chercheurs en aidant à la formulation d'un agenda de recherche dans le secteur du développement. Deuxièmement, elle soutient la recherche en menant des recherches dans des laboratoires et en finançant les recherches menés par d'autres. Troisièmement, elle diffuse les nouvelles connaissances au moyen d'une variété de publications, de conférences et de séminaires, et en donnant corps à cette nouvelle connaissance par ses travaux économiques et sectoriels, ses dialogues politiques et ses prêts aux différents projets. En mettant efficacement en pratique de ces trois fonctions, la Banque est en mesure de renforcer les fondations de son *leadership* intellectuel et de pousser plus loin son rôle et ses objectifs en matière de développement.¹

Dix ans plus tard, son président James D. Wolfensohn assurera à ses administrateurs que « l'institution a pris des mesures importantes pour s'imposer comme une "banque du savoir". » Ainsi :

Nos 50 ans d'expérience en matière de développement, dans différents pays et secteurs, nous ont permis d'accumuler une masse de connaissances que nous

¹ BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, p.87

continuons d'enrichir quotidiennement. Grâce à notre envergure mondiale et aux bureaux dont nous disposons un peu partout dans le monde, nous avons tissé un réseau sans équivalent qui, en cette ère de communications, connaît une croissance accélérée, nous rapproche de nos clients et nous aide à diffuser les connaissances indispensables à l'inclusion et au progrès.¹

On retrouve ici en filigrane les différentes stratégies mises en place par la Banque pour s'assurer un hégémonie cognitive et symbolique dans le champ du développement : récupération, capitalisation, concentration, production, codification, catégorisation, formalisation, représentation, objectivation et diffusion.

Nous reprendrons rapidement pour les déconstruire ces dispositifs et tenterons de montrer comme ils contribuent à produire des effets d'autorité, de reconnaissance, d'assujettissement et de domination, imposant une vérité officielle selon des logiques qui ne sont pas sans rappeler celles de l'idéologie.

récupération et diffusion

La Banque mondiale est d'abord une formidable machine à recycler discours et théories produites sur le développement. Et après tout, en tant que Banque du savoir, n'est-il pas naturel qu'elle enrichisse son capital en investissant les actions cotées sur le marché de la connaissance ?

Car la Banque n'a bien entendu pas le monopole de la production des connaissances sur le développement ni de leur diffusion, et elle est loin de produire tout ce qu'elle diffuse. Approvisionnée principalement par les instituts de statistiques nationaux et régionaux, elle récupère également l'expertise développée par les *think tanks* de tous bords, les institutions publiques et les ONG – même si celles qui produisent des connaissances théoriques sont généralement parapubliques. On lit ainsi dans un document méthodologique destiné aux cadres de la Banque souhaitant mettre en place des consultations en direction des « organisations de la société civile » (OSC) :

L'objectif premier des consultations est d'améliorer la qualité des décisions en : captant l'expérience des organisations non-gouvernementales spécialisées, tirant la connaissance des OSC travaillant au niveau de la communauté, donnant la parole aux pauvres par la consultation des OSC au sein desquelles ils agissent, et en assurant la stabilité aux réformes proposées par-delà l'administration de chaque pays.²

¹ BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*, « Message du président du conseil des administrateurs », James D. Wolfensohn <http://www.worldbank.org/html/extpb/annrep2000/pdf/zfrenchbintroc.pdf>, consulté le 22.03.03, *Ibid*, p.5

² BANQUE MONDIALE, *Consultations with Civil Society Organizations, General Guidelines for World Bank Staff*, Washington, free publication, 2000, p.7, <http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2001/03/07/000094946>

Notons ici que la montée en puissance de la thématique de la « société civile » et l'importance que lui accordera Wolfensohn (1995-2005) conduiront la Banque à recycler des thématiques à la mode dans le milieu des ONG selon ses propres logiques. La Banque a ainsi par exemple su récupérer les problématiques portées par les mouvements féministes pour élaborer sa propre réflexion sur le concept de « genre ».

La Banque a également mis en place dès ses débuts un important échange d'informations avec les Nations unies à travers un comité de liaison qui, d'abord informel, fut institutionnalisé en 1961 – et ne fonctionne soit dit en passant souvent qu'à sens unique, la Banque pratiquant très volontiers la rétention d'information. Elle s'inspirera en ce sens de l'une des figures de proue du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), Amartya Sen, lorsqu'elle redéfinira sa mission (au sens religieux et militaire du terme) de « promotion du développement » dans les termes de la « lutte contre la pauvreté », quitte à pervertir les notions de « capital social » et de « développement humain ». Sen lui-même, en même temps qu'il recevra son prix Nobel, acceptera d'être présenté comme la Pythie intellectuelle de cette nouvelle politique de la Banque¹.

Ces récupérations opèrent à double sens, l'objectif de la Banque étant bien entendu de voir son discours récupéré à son tour, que ce soit pour le suivre ou le dénoncer. Car il ne s'agit pas tant d'une lutte pour le monopole de parole que pour celui du savoir (qui revenait traditionnellement aux Etats). Si l'on prend l'exemple du thème de la « gouvernance », on constate une (ré)apparition du terme à la fin des années 70 dans des publications relativement intimes d'économie politique internationale. S'il passe alors presque inaperçu, il sera repris avec fracas à la fin des années 80 par la Banque mondiale et popularisé sous sa forme customisée de « bonne gouvernance ». Ce n'est qu'à la suite de cette reprise que le champ du développement – et celui des sciences politiques – vont véritablement se pencher sur la notion ; et ce d'après la vision propre de la Banque, c'est-à-dire en occultant la question du pouvoir et des luttes sociales pour se concentrer sur les formes de gestion politique au sens le plus managérial du terme.

Car la Banque dispose d'une « Politique de diffusion de l'information », partie intégrante de la transparence exigée par la « bonne gouvernance ». Cette politique consiste principalement à informer le public, y compris les enfants², des activités de l'institution, principalement par Internet mais aussi au moyen de Centres d'information du public. Un autre volet important consiste en rapports, *working papers* et autres documents d'analyses dont son annuel *Rapport sur le développement dans le monde* est le parangon. Ces rapports constituent une lignée, instituent un rituel, mettent en place une grammaire et un système ; bref, ils accumulent et imposent un capital symbolique.

La Banque organise enfin, par le biais de son Institut de développement économique (IDE), des séminaires et des programmes de formation pour des publics de plus en

¹ Cf. SEN Amartya, *L'économie, une science morale*, Paris, Ed. la Découverte, 1999

² Cf. <http://youthink.worldbank.org/>

plus diversifiés (parlementaires, journalistes, éducateurs, acteurs associatifs et syndicaux, chefs d'entreprise, fonctionnaires, majoritairement des pays pauvres) et de plus en plus nombreux.

Aussi paradoxal que ça paraisse, la Banque ne manque jamais une occasion de louer sa propre transparence bien que la documentation sur les réformes de politiques économiques ne soient pas du domaine public et qu'elle maintienne par exemple le secret sur les conditions des ajustements structurels quand bien même les prêts ont été approuvés. Elle ne publie par ailleurs que depuis avril dernier les comptes-rendus des réunions de son Conseil d'administration. Tout aussi paradoxalement, elle refuse de diffuser certaines des Stratégies d'aide aux pays tout en appelant de ses vœux la participation de la « société civile » à ces stratégies.

La diffusion de son discours n'est pas systématiquement transcendante (de haut en bas) mais également immanente (chacun y allant de sa théorie sur la gouvernance, la mondialisation ou la régulation du marché). Et si les dogmes de la Banque mondiale ne sont pas universels ni incontestés, son discours est bel et bien le discours dominant : les mots du développement à la mode portent son label et ses conceptions du monde, dont les dirigeants politiques, les décideurs économiques et les médias acceptent le plus souvent sans sourciller les *termes* – dans les deux sens du mot.

Le pouvoir symbolique de la Banque s'exerce autant sur « les pauvres » que sur les acteurs du développement, et ce principalement sur le mode de la méconnaissance. Tout en s'inscrivant la plupart du temps dans une logique qui semblerait aller à contre-courant de celle de la Banque mondiale, les ONG suivent, dans leur majorité, les lignes de force tracées par celle-ci. Si l'on reprend l'exemple de la « gouvernance », on voit bien que l'enjeu pour la Banque mondiale n'est pas de voir son discours adopté ou repris comme un patenôtre par l'ensemble de la communauté des organisations de développement (ce qui serait bien utopique de sa part), mais d'imposer un thème fonctionnant dans un réseau conceptuel dont elle détermine la configuration. Pour le dire autrement, le fait que le champ du développement se soit ainsi emparé dans sa majorité de la notion de « gouvernance » pour en faire un cheval de bataille plutôt qu'un moulin à vent montre que le pouvoir symbolique de la Banque mondiale a fonctionné à plein.

Ainsi les contestataires eux-mêmes, lorsqu'ils critiquent le pouvoir, le font avec ses mots, oubliant sans doute la facilité avec laquelle Jean Cocteau est devenu académicien... ou s'en souvenant trop bien au contraire.

centralisation

On pourrait ici, avec Bruno Lautier, mettre en avant l'importance de la maîtrise des savoirs dans le processus de contrôle des populations et des Etats : « définir et compter les pauvres peut être destiné à autre chose que les aider ; sans avoir lu tout Foucault, chacun sait que définir, classer, compter a surtout servi dans l'histoire à

discipliner, enrôler, fiscaliser, voire exterminer.¹ » C'est, au sens où l'entend Foucault, la « gouvernementalité ». L'Etat, à partir du XVIII^e, n'est plus seulement défini par son territoire, mais aussi par la masse d'une population qu'il va désormais chercher à contrôler. Cette préoccupation de l'État pour « sa » population s'étoffe dans la seconde moitié du XX^e siècle d'une préoccupation pour « les autres populations », en l'occurrence celles du Tiers monde.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en effet, les gouvernements occidentaux ainsi que les institutions internationales de développement produisent d'un côté toute une série de savoirs sur les populations du Tiers monde, et de l'autre un ensemble d'appareils de gouvernement leur permettant d'exercer un pouvoir politique et économique sur ces populations. Ce qu'Arturo Escobar décrit ainsi :

L'analyse du déploiement du développement [...] nous amène à la conclusion que le développement a été un succès dans la mesure où il a été capable de pénétrer, d'intégrer, de gérer et de contrôler les pays et les populations de manière incroyablement détaillée et englobante. S'il a échoué dans la résolution des problèmes de sous-développement, on peut aussi dire, peut-être avec encore plus de pertinence, qu'il a réussi à créer un type de sous-développement qui, jusqu'à présent a été en majeure partie, politiquement et économiquement administrable.²

La Banque, depuis ses origines, met en place un quadrillage en règles des économies du Sud, comme le résume assez bien son logo. C'est par le biais des *economic surveys* et de ce qu'elle appelle ingénument le *development programming* qu'elle agit principalement en ce sens. Un chapitre éponyme du *Rapport sur le développement dans le monde 1950* est, sur ce point, d'une clarté saisissante :

Le développement programmatif (*development programming*) consiste dans son essence à faire l'inventaire de la somme totale des ressources disponibles pour chaque économie et ensuite à décider de l'ordre dans lequel les différents programmes de développement devrait être mis en place dans la limite des ressources disponibles. L'inventaire et les priorités doivent prendre en compte les besoins et les possibilités d'accès dans les domaines de l'éducation, des savoir-faire techniques, l'administration publique et la santé, de même que pour l'accès à la production et aux services de base.³

¹ LAUTIER Bruno, *Pourquoi faut-il aider les pauvres, une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté*, <http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/ID0118b.PDF>, document consulté le 27.01.03

² ESCOBAR Arturo, *Power and Visibility : The invention and management of Development in the Third World*, thèse de doctorat. Berkeley, University of California, 1987, p.388, traduction libre par VEZINA Annie, « La micro-entreprise : une technique d'assujettissement des femmes dans le dispositif de développement » in *Alterités* n°3, janvier 2002, <http://www.anthro.umontreal.ca/varia/alterites/n3/vezina.html>, page consultée le 19/12/02

³ BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 1950-1951*, p.12, notre traduction

A partir de ce matériau à prétention scientifique (des chiffres, des chiffres, des chiffres), la Banque opère par abstraction, formalisation et codification.

objectivation / codification / catégorisation

Appuyant pour une grande part sa légitimité sur sa scientificité, elle produit de fait un savoir prétendant à l'objectivité. Bien que la masse financière qu'elle représente suffirait à asseoir sa légitimité et son autorité, la Banque ne manque ainsi jamais de rappeler les grandes compétences (scientifiques) de ses experts. Dès leur origine, les discours technicistes du FMI et de la Banque mondiale se sont assis de tout le poids de cette scientificité économique et de la force de leurs modèles sur la complexité des réalités socio-politiques. Cet économisme aux apparences scientifiques a balayé sans que le débat ait eu lieu les alternatives à son modèle unique de bonne politique économique, régulièrement illustré par quelques bons élèves servant d'exemples et mis en scène dans des sortes de *success stories* macroéconomiques.

Un processus de codification et de formalisation est à l'œuvre à travers de tels discours-programmes dont la conséquence est de simplifier pour les rendre modélisables et communicables des réalités sociales complexes. Il montre aussi le guet-apens que représente le langage dans sa forme performative, c'est-à-dire lorsqu'il fait le monde.

Quand il s'agit du monde social, dire avec autorité, c'est faire. [...] Le monde social est le lieu de luttes à propos de mots qui doivent leur gravité – et parfois leur violence – au fait que les mots font les choses, pour une grande part, et que changer les mots, et plus généralement, les représentations (par exemple, la représentation picturale, comme Manet), c'est déjà changer les choses. La politique est pour l'essentiel une affaire de mots. C'est pourquoi le combat pour connaître scientifiquement la réalité doit presque toujours commencer par une lutte contre les mots.¹

Ce discours produit en effet des classes, trace des frontières, quitte à ignorer ceux qui ne trouvent pas leur place dans les catégories ainsi constituées. Il faut être du Nord ou du Sud, rural ou urbain, etc.

De fait, la Banque mondiale a mis en place de nombreux instruments de mesure de la pauvreté qui sont autant de machines codifiantes qui ne visent qu'à produire une carte du monde à l'image de son ordonnateur.

L'enjeu va au-delà de la simple catégorisation des différents groupes constituant la masse des « pauvres ». La formalisation permet en effet de conférer aux pratiques une constance qui assure leur prévisibilité. Et la formalisation simplifiera d'autant plus le cadre logique de l'action qu'elle semblera couler de source une fois les bases de la réflexion posées. En même temps que la Banque met en place un champ du savoir sur le développement, elle cartographie le champ théorique et pratique où d'un côté se définiront les problèmes à partir desquels s'interrogeront les chercheurs et de l'autre se formalisera l'action des praticiens, action sur laquelle réfléchiront à

¹ BOURDIEU Pierre, *Choses dites*, Paris, Ed. de Minuit, 1987, p.69-70

nouveaux frais les chercheurs, réflexion qui servira de prémisse à de nouvelles actions, et ainsi de suite à l'infini.

Une fois produit, ce discours subit donc une transformation ontologique en même temps qu'une légitimation *a posteriori* en tant qu'il engendre des actions conformes aux normes déclarées. C'est ce qu'on appelle communément un discours auto-réalisateur. Comme le notait Foucault :

Chez les grecs du VI^e siècle, le discours vrai – au sens fort et valorisé du mot – le discours vrai pour lequel on avait respect et terreur, celui auquel il fallait bien se soumettre, parce qu'il régnait, c'était le discours prononcé par qui de droit et selon le rituel requis ; c'était le discours qui disait la justice et attribuait à chacun sa part ; c'était le discours qui non seulement annonçait ce qui allait se passer, mais contribuait à sa réalisation, emportait avec soi l'adhésion des hommes et se tramait ainsi avec le destin.¹

De la même manière, les catégories utilisées par la Banque mondiale pour classer les pays sont des catégorèmes au sens aristotélicien du mot, soit des nominations, des actes de désignation qui prétendent à l'universel, des principes de structuration qui en tant que tels font le (bon) sens du monde et le consensus sur celui-ci. Les concepts (re)mis au point et au goût du jour par la Banque mondiale ont ainsi pour vocation à devenir des mots d'ordre, et les termes comme « pays moins avancé » ou « pays pauvre très endetté », façonnent un sens commun dans lequel se reconnaît la communauté des développementistes autant que celle des gouvernants de ces pays.

assujettissement

Où prend son origine l'idée que l'on peut se faire de sa condition ? Le sociologue américain Erving Goffman² a très bien décrit, dans le champ médical, le processus l'assujettissement des patients. Selon lui, le phénomène de stigmatisation agit comme un processus de discréditation et d'exclusion qui touche un individu considéré comme « anormal » ou « déviant ». C'est au sein du rapport entre le discours fort de l'institution totale et le discours faible des malades et au cours d'interactions sociales que le label de « déviant » est attribué à un individu par d'autres individus, supposés eux « normaux ». Cette étiquette justifie alors une série de discriminations sociales, voire d'exclusions. Et la stigmatisation devient un véritable cercle vicieux lorsque la *victime* accepte et considère comme normaux les traitements discriminatoires qu'elle subit et les préjudices dont elle est victime. S'engage alors une dépréciation personnelle qui débouche sur une altération de l'image de soi.

Il existe, nous dit Bourdieu, une « logique qui porte les groupes stigmatisés à revendiquer le stigmate comme signe de leur identité.³ » C'est ce que l'on identifie communément comme le principe d'assujettissement chez Foucault. Le meilleur exemple en l'occurrence étant dans la manière dont le monde occidental a donné

¹ FOUCAULT Michel, *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1972, p.17

² GOFFMAN Erving, *Stigmates*, Ed Minit, Paris, 1975

³ BOURDIEU Pierre, *Choses dites*, op. cit., p.183

une identité au tiers-monde en le définissant en creux par rapport à lui-même, à travers par exemple l'opposition entre le « développé » et le « sous-développé » et le « moderne » et le « traditionnel ».

Car l'assujettissement a lieu au travers des discours et des représentations, imposant non pas un « deviens ce que tu es », mais un « deviens ce que je dis que tu es ». Assujettir c'est en quelque sorte nommer et juger dans un même geste, dans un même mot. On pense à Adam nommant les animaux. Et pourtant, en même temps que la Banque a assujetti ces populations au sens de domination, elle les a aussi assujettis dans la sphère du pouvoir, c'est à dire qu'elle les a constitués en sujets, et donc qu'elle leur a donné le pouvoir du sujet, du « je », de la parole.

Ce dispositif agit par le biais de catégorisations qui sont autant d'actes d'assujettissement. Ces catégorisations ne sont souvent qu'un moyen d'exercer un effet de réel, un *effet de théorie*, c'est-à-dire d'imposer une vision de la réalité (en grec, *kategoresthai* signifie « accuser publiquement » et *theorein* « voir »).

Ainsi les discours de la Banque donnent lieu à certaines organisations conceptuelles, à certains regroupements d'objets, à certains types d'énonciation qui forment ces thèmes et ces théories que Foucault appelle *stratégies*. Les stratégies ne sont pas le résultat d'un projet antérieur au discours ni des systèmes se faisant l'écho d'une vision du monde, ce sont des rapports discursifs spécifiques se liant à un champ de pratiques non discursives pour pouvoir parler de leurs objets, élaborer leurs concepts et former leurs énoncés. En d'autres termes, une stratégie est la mise en acte discursive d'une *praxis*. Ce qui est en œuvre ici, c'est la manipulation de la structure objective de la société.

Le dispositif a pour double conséquence de faire des hommes à la fois des sujets et des objets, c'est-à-dire à modeler des subjectivités et à créer de l'objectivité. Il diagnostique des problèmes (en fonction de solutions qu'elle a déjà), assigne une identité et une fonction aux acteurs, et finalement écrit leur Histoire. Les individus, dès lors constitués en objets sur lesquels il est possible d'intervenir, se constituent eux-mêmes, dans le même temps, en sujets prenant en charge leur propre développement ; tout cela sous la houlette de la sacro-sainte trinité : Raison, Science, Progrès.

Un groupe, nous l'avons dit, n'existe de manière distincte qu'à travers la connaissance et la reconnaissance. Il se passe ainsi, entre la Banque mondiale et « les pauvres », ce qui a pu se passer en France au XX^e siècle entre les intellectuels et « le peuple », l'enjeu étant pour les premiers l'acquisition du titre de « porte-parole » légitime et, partant, de la compétence reconnue.

Sur ce point la stratégie de la Banque mondiale a changé depuis quelques années. Si elle se faisait jusque là le porte-parole zélé d'une « minorité » silencieuse parce que réduite au silence, elle amorce, avec son document *Voices of the Poor*¹, un tournant radical en prétendant rendre la parole à qui elle appartient tout en

¹ Lancé pour préparer le *Rapport sur le développement 2000/2001*, *Voices of the Poor* compile une analyse de témoignages recueillis auprès de 40.000 « pauvres » lors d'évaluation, de rapports de mission et d'analyses de cas. Cf. <http://www1.worldbank.org/prem/poverty/voices/>

s'assurant une représentativité populaire en même temps qu'une validation *a posteriori* de ses choix stratégiques.

Mais la vérité sort-elle de la bouche des pauvres comme tendrait à l'affirmer un tel document ? Ou plutôt, quelle vérité sort de la bouche des pauvres, sachant, comme disait Barthes, que

L'opprimé n'est rien, il n'a en lui qu'une parole, celle de son émancipation ; l'opresseur est tout, sa parole est riche, multiforme, souple, disposant de tous les degrés possibles de dignité : il a l'exclusivité du méta-langage. L'opprimé *fait* le monde, il n'a qu'un langage actif, transitif (politique) ; l'opresseur le conserve, sa parole est plénière, intransitive, gestuelle, théâtrale : c'est le Mythe ; le langage de l'un vise à transformer, le langage de l'autre à éterniser.¹

On connaît les difficultés de telles consultations : l'évaluation de la pauvreté peut-elle être objective sans être arbitraire, subjective sans être inutilisable ? Une lecture ne serait-elle que partielle de cet imposant document (plus de 1000 pages) est édifiante sur ces deux points. En plus du fait qu'il y a toutes les raisons d'être rebuté par l'apparente naïveté des commentaires et des propos introductifs, le plus scandaleux est dans la manière dont la Banque mondiale offre non seulement leur grille de lecture en même temps que ces témoignages – cachant finalement autant qu'elle dévoile –, mais aussi leur traduction technique simultanée.

La Banque ne cherche jamais dans un tel document à dépasser les dichotomies de l'exercice née de l'opposition entre le « sujet » du savoir et son « objet », à savoir le pratique contre le théorique d'une part et de l'autre le pauvre contre l'expert. Elle effectue sans mal le saut paradoxal du discours passionnel et paupériste au discours technique et chiffré. Ce saut aura pour effet de littéralement abstraire le pauvre de sa pauvreté : par la quantification d'abord (combien y a-t-il de pauvres ?), puis par la qualification (aussi bien la définition des degrés de pauvreté que la séparation des bons et des mauvais pauvres), si bien que plus la Banque cherche à définir qui sont les pauvres qu'elle va aider et moins il en reste qui peuvent encore entrer dans cette catégorie.

Cela tient à la nature même de la relation instituée par la Banque entre elle et ceux au nom desquels elle est censée parler. Son statut de porte-parole auto-proclamé lui confère une légitimité à agir qui, par un mouvement de balancier, renforce son autorité à parler. Cette magie performative « par laquelle le représentant fait le groupe qui le fait² » assoit l'identité du groupe social en même temps que l'autorité de son porte-parole au moyen de la représentation au double sens du terme. C'est une forme d'assujettissement. Notons par d'ailleurs qu'elle a pu revendiquer, à la suite de ce rapport, le titre de « Banque qui écoute » ("*the listening bank*"), dernier attribut de sa sagesse et autre argument d'autorité.

Cet « *effet d'oracle* », pour continuer avec Bourdieu, donne à une personne toute l'autorité du groupe qu'elle représente. L'individu personnel disparaît littéralement sous une personne morale transcendante. Ainsi le discours de la Banque mondiale

¹ BARTHES Roland, *Mythologies*, Paris, Ed. du Seuil, 1970 [1957], p.236

² BOURDIEU Pierre, « Introduction au chapitre L'institution sociale du pouvoir symbolique », in *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Ed. du Seuil, 1991, pp.155 à 157, p.157

court-circuite les bénéficiaires potentiels des actions à venir et ne leur donne la parole que pour mieux les faire taire. Elle parle toujours à travers leur voix et ne fait ainsi, comme disait Marx, qu'« universaliser son intérêt particulier ».

« Les pauvres veulent faire entendre leur voix » déclarait à Prague, le 26 septembre 2000, M. James D. Wolfensohn. Ils ne figurent pourtant ici qu'à titre d'exemple ou d'illustration d'un discours sur lequel ils n'ont pas plus de prise que lorsqu'il se passait de leur témoignage. Dans le *Rapport sur le développement dans le monde 2000*, les témoignages tirés de *Voices of the Poor* apparaissent ainsi en margent du corps de texte, dans des cadres, et n'y servent que de décor ou de légende au discours habituel que la Banque formule sur et pour eux.

Voices of the Poor n'est pour autant pas un mensonge éhonté. C'est la vérité officielle sur la pauvreté. Il y a un circuit entre vérité, pouvoir et identité. La vérité du sujet est bien *produite*. Et la Banque mondiale est une formidable machine à produire une vulgate, un vocabulaire, un lexique ; bref une véritable grammaire. Grammaire au sens où le christianisme est une grammaire, au sens où pour Bergson et Wittgenstein l'art du réel est une grammaire et où Nietzsche disait que tous les problèmes de morale sont des problèmes de grammaire ; c'est-à-dire comme le lieu où il manque du concret, comme le nœud qui pose la question de la valeur, comme le moment où se produisent les vérités absolues, les normes, les lois et les dogmes. Il n'y a pas de zone obscure dans une grammaire, car toute grammaire est une œuvre de clarification, d'organisation, d'évacuation de ce que le concret peut avoir de complexe et d'indéterminé.

La vérité est la question fondamentale du pouvoir. Car celui-ci s'exprime moins dans la tromperie et le mensonge que dans l'imposition d'une vérité. Et la Banque mondiale ne fait pas autre chose. Derrière la rhétorique ronflante et ennuyeuse de ses rapports, ce qui se cache, où plutôt ce qui se révèle, c'est un système de représentations et de vérités qui s'imposent à l'individu jusque dans son corps même. Pour continuer avec Foucault, « le pouvoir produit ; il produit du réel ; il produit des domaines d'objets et des rituels de vérité. L'individu et la connaissance qu'on peut en prendre relèvent de cette production.¹ »

Précisément, en posant les façons de percevoir, les catégories d'analyse, les questionnements et les manières de poser les problématiques générales, le discours de la Banque mondiale exerce une influence en lui-même : il est performatif et référentiel.

La parole performative est d'essence divine. Le verbe créateur, c'est d'abord la parole du Dieu. C'est en cela que le discours de la Banque peut être dit mythique, le mythe étant entendu comme un discours auquel est attribué une vérité absolue, incontestable, vérité qui dérive de l'autorité de sa source d'énonciation. Le mythe, dans le sens religieux du terme, est un discours performatif qui fait être ce dont il parle, non pas dans un monde possible, comme le fait la fiction, mais dans le monde réel, et notamment sur les hommes. Freud ne parlait pas d'autre chose lorsqu'il écrivait : « Une origine divine est attribuée aux prescriptions de la civilisations, elles

¹ FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir*, op. cit., p.227

sont élevées à une dignité qui dépasse les sociétés humaines, et étendues à l'ordre de la nature et à l'évolution de l'univers.¹ »

Foucault nous a appris qu'un discours est important dans la manière qu'il a de former ses objets et que chaque époque produit un discours dominant censé dire la vérité sur le monde et imposer ses normes. On peut en droit affirmer que la Banque occupe une telle place dans le champ du développement. Précisément, elle ne remplace pas, comme certains voudraient le croire, la recherche de vérités par la recherche de solutions qui auraient valeur de vérités. Elle produit des vérités qui sont elles-mêmes productrices de solutions, d'où le caractère logique, naturel et innocent de ses stratégies.

Si la Banque mondiale prétend au monopole du sens commun concernant les questions de développement, c'est donc à cet endroit précis où l'expression « le savoir c'est le pouvoir » prend son sens le plus plein et où la domination est moins du type rationnel que du type traditionnel. Ainsi, le discours *du* développement *sur* la pauvreté, ou plutôt du *développant* sur le *développé*, est largement d'assujettissant en ce sens que ses objets finissent par s'inscrire dans les cadres qui leur sont réservés au sein de ce discours et plus largement au sein des politiques qui en découlent. Cette prise de possession du sens commun par la Banque mondiale s'inscrit dans le cadre plus large de l'envahissement du langage (et du même fait des pratiques) par l'économie.

idéologie / hégémonie

La production du savoir est, nous venons de le voir, éminemment politique. Auteur-acteur², la Banque mondiale opère une structuration des sociétés qu'elle prétend développer selon des schèmes classificatoires socialement constituées, des catégories, qui donnent de lui une certaine représentation et donc une certaine orientation. C'est en ce sens qu'on peut légitimement parler d'idéologie.

Étymologiquement, le terme « idéologie » vient de *eidos*, c'est-à-dire de *ide* : voir (*idée* en latin), et de *logos* : raison. *Eidos* signifie en ce sens : traduisant le monde en idées, en abstractions, en concepts, qui comme tels, « n'ont d'autre définition que systémique et sont conçus pour être mis en œuvre empiriquement de façon systématique.³ »

L'hégémonie symbolique requiert à la fois une philosophie détaillée et une orientation du « sens commun » lui-même qui soit conforme à cette conception. Autrement dit, l'hégémonie symbolique est opérante aussi bien dans les idéologies spécialisées que dans le discours commun. C'est en ce sens que l'on peut parler de système. L'idéologie construite par la Banque mondiale a valeur de système. Au-delà de ce

¹ FREUD Sigmund, *L'avenir d'une illusion*, Paris, PUF, 1971 [1948], p.26

² Le mot latin d'acteur, *actor*, vient par confusion de *auctor*, « qui agit », « qui parle », « qui produit ».

³ BOURDIEU Pierre et WACQUANT Loïc, *Réponses*, Paris, Ed. du Seuil, 1992, p.71

qui a pu être dénoncé comme un effet d'accumulation des concepts dans les discours du développement conduisant à une « inflation des mots¹ », il faut comprendre l'enjeu de cette tentative de monopolisation du champ du savoir sur le développement par saturation.

Au sein de la construction épistémologique mise en œuvre par la Banque mondiale, les concepts ont remplacés les êtres humains et semblent doués d'une vie propre, interagir, se renforcer mutuellement. Si certains de ces concepts ne sont pas opératoires et ne représentent souvent que des variantes de concepts tombés en désaffection ou galvaudés (tels que le « développement », auquel il faudrait préférer la « lutte contre la pauvreté »), ils n'en ont pas moins une signification symbolique.

A la différence d'auteurs comme Marie-Dominique Perrot qui ne voient dans les rapports de la Banque qu'une « morale volatile de l'éphémère et de la mise en spectacle, propre à cette époque où l'éthique de l'intention est aussi celle de l'image, au sens que lui donne le marketing² », il s'agit selon nous d'une véritable mise au monde, une réalisation au sens premier du terme.

La Banque mondiale prétend à la parole créatrice divine, l'*intuitus originarius*, qui donne vie à ce qu'elle énonce, discours performatif dans sa forme la plus effective. Ce discours procède en outre à la revalorisation du jeu des signes. Car un discours est par définition voué aux aléas des événements et aux incertitudes des parcours. Etymologiquement parlant (« discours » vient du latin *discursus*, composé de *cursus* « action de courir » (*currere*), et du préfixe *dis* « de divers côtés »), le discours n'achemine pas un parcours droit et cohérent, mais il est dans sa nature et sa fonction une entité flottante et disparate qui donne lieu à un rapport hétérogène avec d'autres discours. Effet de dispersion que contrecarre la Banque mondiale par l'institution, rapport après rapport, de ce que nous avons appelé une grammaire.

Et la Banque mondiale produit de fait un discours plus proche d'une idéologie d'Etat que d'une organisation en concurrence avec d'autres.

perspectives

Pourquoi le développement est-il ainsi hanté par les querelles de concepts et de discours, sinon parce qu'il y a précisément un malaise autour de cette bouillie de notions qui se voudrait un programme d'action efficace ? Si la Banque, dans le champ du développement, a si facilement réussi le coup de « retransformer les mots en théâtre³ », c'est que ce champ est fort propice aux logorrhées vides de sens mais pleines de grands mots.

¹ RIST Gilbert, « Le prix des mots », in *Les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF, Coll. Les cahiers de l'IUED, 2002, p.9-23, p.10

² PERROT Marie-Dominique, « Mondialiser le non-sens », op. cit., p.53

³ FOUCAULT Michel, *Sept propos sur le septième ange*, Paris, Ed. Fata morgana, 1986, p.40

Aussi, plutôt que de conclure par quelques paragraphes dialectiquement bancals, nous laisserons le dernier mot au pessimisme de Barthes :

C'est le moment où on s'aperçoit que le langage ne présente aucune garantie. Il n'y a aucune instance, aucun garant du langage : c'est la crise de la modernité qui s'ouvre. Tout ce qui est écrit est "en mal de sens", selon l'excellente expression de Levi-Strauss. Ce qui ne veut pas dire que la production est simplement insignifiante. Elle est en mal de sens : il n'y a pas de sens, mais il y a comme un rêve du sens. C'est la perte inconditionnelle du langage qui commence.¹

« Un des obstacles les plus importants d'une réforme de la coopération au développement est le manque d'informations classées de manière appropriée. Il est aisé de discerner dans les sources existantes qui donne de l'aide et qui en reçoit – et les secteurs auxquels elle est allouée. Mais il est beaucoup plus difficile de savoir comment l'aide est utilisée et quels objectifs elle sert. » UNDP, *Human Development Report 1994. New dimensions of human security*, New York, Oxford University Press, 1994, consultable à l'adresse <http://hdr.undp.org/reports/global/1994/en/>, p.80

¹ BARTHES Roland, entretien avec Jean Jacques Brochier, in *Magazine littéraire* n° 108, Janvier 1976

indices bibliographiques

- BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 1950-1951*, Washington, 1951
- BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*, « Message du président du conseil des administrateurs », James D. Wolfensohn
<http://www.worldbank.org/html/extpb/annrep2000/pdf/zfrenchbintroc.pdf>, consulté le 22/03/03
- BANQUE MONDIALE, *Consultations with Civil Society Organizations, General Guidelines for World Bank Staff*, Washington, publication libre, 2000, p.7, http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2001/03/07/000094946_01021405375689/Rendered/PDF/multi_page.pdf, document consulté le 31/03/2003
- BARTHES Roland, *Mythologies*, Paris, Ed. du Seuil, 1970 [1957]
- BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Ed. du Seuil, 1991
- BOURDIEU Pierre, Entretien avec Didier Éribon, Libération, 19 octobre 1982,
<http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/entrevue/ceque82.html>, document consulté le 13/02/03
- BOURDIEU Pierre et WACQUANT Loïc, *Réponses*, Paris, Ed. du Seuil, 1992, p.71
- CHRISTIN Ivan, *La Banque mondiale*, PUF, 1995, Paris
- FOUCAULT Michel, *Les Mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966
- FOUCAULT Michel, *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1972
- FOUCAULT Michel, *Sept propos sur le septième ange*, Paris, Ed. Fata morgana, 1986
- FOUCAULT Michel, « Vérité et Pouvoir », entretien avec A. FONTANA, in *L'Arc*, n° 70, 1977, pp. 16-26, p.25
- HABERMAS Jürgen, *La Technique et la Science comme "idéologie"*, Paris, Gallimard, 1973
- HABERMAS Jürgen, *Théorie et Pratique*, Paris, Payot, 1975
- LAUTIER Bruno, *Pourquoi faut-il aider les pauvres, une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté*, <http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/ID0118b.PDF>, document consulté le 27/11/02
- LAUTIER Bruno, *La Banque Mondiale et sa lutte contre la pauvreté : sous la morale, la politique*, <http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/ID0118c.PDF>, document consulté le 17/11/02
- PERROT Marie-Dominique, RIST Gilbert, SABELLI Fabrizio, *La Mythologie programmée, l'économie des croyances dans la société moderne*, Paris, PUF, 1992
- RIST Gilbert, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001
- RIST Gilbert (Ed.), *Les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF, Coll. Les cahiers de l'IUED, 2002
- TOURAINÉ Alain, *Production de la société*, Paris, Ed. du Seuil, 1973